

Rose Kabuye retournera vendredi en France, annonce le Rwanda

@rib News, 08/01/2009 â€“ Dâ€™aprÃ©s Reuters Rose Kabuye, une proche du prÃ©sident rwandais Paul Kagame mise en examen en France pour l'attentat de 1994 qui avait coÃ»tÃ© la vie Ã l'ex-prÃ©sident JuvÃ©nal Habyarimana, retournera vendredi dans l'Hexagone pour y Ãªtre entendue par la justice, annonce le gouvernement de Kigali. La chef du protocole du chef de l'Etat rwandais, arrivÃ©e le 9 novembre en Allemagne, a Ã©tÃ© extradÃ©e vers la France oÃ¹ elle a Ã©tÃ© mise en examen le 18 novembre pour "complicitÃ© d'assassinats en relation avec une entreprise terroriste".

Le juge d'instruction chargÃ© du dossier, Marc TrÃ©vidic, lui avait accordÃ© une permission de sortie pour les fÃªtes de fin d'annÃ©e sous rÃ©serve qu'elle revienne en France le 10 janvier au plus tard. "Il est trÃ©s important que Rose Kabuye affronte les accusations pour laver son nom et expose l'imposture judiciaire que constitue cette inculpation", a dÃ©clarÃ© Louise Mushikiwabo, porte-parole du gouvernement. "Nous pensons qu'elle comparaitra la semaine prochaine pour entendre les charges Ã son encontre et prÃ©senter pour la premiÃ¨re fois sa dÃ©fense", a-t-elle ajoutÃ©. "La date d'un procÃ©s sera fixÃ©e aprÃ©s cette Ã©tape. Il est probable que le tribunal conclura qu'il n'y a pas d'Ã©lÃ©ment et prononcera un non-lieu." Rose Kabuye, qui nie toute implication, est mise en cause pour son rÃ´le prÃ©sumÃ© dans l'attentat du 6 avril 1994 contre l'avion du prÃ©sident hutu Habyarimana, abattu par des missiles sol-air Ã son atterrissage Ã Kigali. Onze autres personnes avaient Ã©tÃ© tuÃ©es, dont le prÃ©sident burundais Cyprien Ntaryamira et quatre membres d'Ã©quipage franÃ§ais. Cet Ã©vÃ©nement avait marquÃ© le dÃ©but du gÃ©nocide. Au total, neuf officiels rwandais sont visÃ©s depuis novembre 2006 des mandats d'arrÃªt internationaux dÃ©livrÃ©s par la justice franÃ§aise. Le dossier a entraÃªnÃ© la rupture des liens diplomatiques entre Paris et Kigali. En aoÃ»t, le Rwanda a accusÃ© Ã son tour 33 responsables politiques et militaires franÃ§ais d'implication dans le gÃ©nocide. Kigali estime que Paris, quâ€™il accuse dâ€™avoir soutenu le rÃ©gime Habyarimana, cherche Ã faire diversion.